



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité départementale Aube/Haute-Marne**

Chaumont, le 20 décembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20 octobre 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SNC Matériaux Concassés Ardennais**

Rue François Urano

BP n 2

08000 CHARLEVILLE MEZIERES

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 octobre 2022 dans l'établissement SNC Matériaux Concassés Ardennais implanté à 52320 VIGNORY. L'inspection a été annoncée le 7 octobre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle. La dernière visite du site remonte à 2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNC Matériaux Concassés Ardennais
- Boil, Forêt de Boué Est et Forêt de Boué Ouest 52320 VIGNORY
- Code AIOT : 0005701050
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Le site, ouvert en 1997, a été autorisé en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 976 du 3 mars 2015 jusqu'au 18 novembre 2033, sur une superficie de 27 ha 65 a et pour une production maximale annuelle de 1 000 000 tonnes de roche massive. L'extraction n'a atteint que 120 000T en 2021. La société MCA appartient au groupe URANO, comprenant des activités de travaux publics et basé principalement dans les Ardennes. L'effectif sur site est de 5 personnes. Lors de l'inspection, seule des opérations de traitement étaient en cours. Pour la fin d'année 2022, l'ensemble des engins du site passeront au carburant B100 (huile de colza). Un investissement matériel est en cours de réflexion, et ne sera possible qu'avec l'ouverture du chantier de stockage de Bure.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- épaisseur d'extraction
- hauteur des stockages
- plan d'exploitation
- garanties financières
- front d'abattage, remblayage de carrière, prévention des pollutions accidentelles, vibrations, portée de l'autorisation

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	AP autorisation	Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 18.3.2 / 18.3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	AP autorisation	Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 18.1	/	Sans objet
3	AP autorisation	Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 22.2	/	Sans objet
4	AP autorisation	Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a été l'occasion de vérifier le suivi des prescriptions de l'arrêté d'autorisation délivré en 2015. Notamment épaisseur d'extraction, hauteur des stockages, plan d'exploitation, garanties financières, front d'abattage, remblayage de carrière, prévention des pollutions accidentelles, vibrations, portée de l'autorisation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : AP autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 18.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention des pollutions accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le ravitaillement des engins de chantier est réalisé sur une aire de rétention étanche reliée à un dispositif séparateur d'hydrocarbures. Le ravitaillement de la pelle mécanique est réalisé en pied de front de taille avec une rétention mobile.
<b>Constats :</b> Un camion citerne sert au ravitaillement de la pelle mécanique et du concasseur. Un kit anti pollution est présent à l'intérieur du camion. L'exploitant nous informe qu'il va passer au carburant B100 (carburant 100 % renouvelable provenant du colza), ce qui conduira à un impact environnemental et polluant quasi nul. L'ensemble du parc véhicule en sera équipé, en remplacement du GNR.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : AP autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 18.3.2 / 18.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention des pollutions accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 18.3.2 – Eaux rejetées en sortie du séparateur - débourbeur :Les eaux rejetées en sortie du débourbeur séparateur d'hydrocarbures respectent les prescriptions suivantes :les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l, la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l, les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l. Aucun prélèvement instantané ne devra dépasser le double de ces valeurs limites.18.3.3 – Dispositifs de traitement (toilettes chimiques, séparateur débourbeur d'hydrocarbures, dispositif de lavage de roues). Ces dispositifs sont correctement entretenus. Le séparateur d'hydrocarbures est régulièrement vidangé à une fréquence permettant d'assurer son bon fonctionnement, sans pouvoir excéder un an.Les fiches de suivi d'entretien de ces installations sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.18.3.4 – Contrôles :Une analyse sera réalisée annuellement sur les rejets en sortie du séparateur débourbeur d'hydrocarbures équipant l'aire étanche sur les paramètres suivants : pH – MES – DCO – hydrocarbures. Ces résultats seront transmis annuellement à l'inspection des installations classées, accompagnées des remarques sur les éventuels dépassements et les actions correctives menées.
<b>Constats :</b> Les analyses fournies par l'exploitant ont été réalisées en date du 11 avril 2019. Ces analyses doivent être réalisées annuellement. Elles montrent des non conformités au niveau de la DCO et des MES. La DCO montre un taux de 140 au lieu de 125 mg/l autorisé. Quant aux MES (matières en suspension) sont à 270 mg/l au lieu de 35 mg/l autorisé. L'AP prévoit un seuil à ne pas dépasser du double de ces valeurs limites. Or, pour les MES, le taux est encore bien supérieur à la tolérance autorisée. Ces taux démontrent un dysfonctionnement du séparateur, ou un défaut d'entretien puisqu'il ne fait plus son office.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : AP autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 22.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vibrations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. A cet effet, les technologies éprouvées les plus performantes sont utilisées. La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants : On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments. Le respect des valeurs limites citées ci-dessus est vérifié annuellement. Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> La fiche d'analyse des dernières mesures de vibrations ne montrent pas de dépassements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : AP autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2015, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, portée de l'autorisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La cote de niveau du terrain naturel à + 290 m NGF constitue en partie Est la limite de la zone d'extraction autorisée. L'exploitation est conduite sur quatre gradins de 15 mètres de hauteur maximale et des banquettes d'une largeur supérieure ou égale à 7 mètres. La profondeur maximale totale est de 46 m.
<b>Constats :</b> La carrière présente actuellement 2 fronts de taille. Le 1er en cours de talutage à 45°, présentant la largeur de 7m minimum requis, formant le 1er gradin. Le 1er front présente bien une hauteur de 15m. Le second gradin est en cours d'exploitation, et correspond au carreau actuel. La profondeur maximale n'est actuellement pas atteinte.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet